

Ainsi que la fraction de Mao a lancé des appels à la rébellion et à l'initiative des masses, ses actes n'ont nullement été conformes à ses paroles. L'objectif de Mao consistait à reprendre le dessus pour sa fraction et sa ligne politique au sein de la bureaucratie, mais nullement de renverser la bureaucratie. C'est ce qui explique pourquoi il a suivi les méthodes stalinienne de calomnie, de violence physique et d'encouragement du culte de la personnalité dans sa lutte et a limité délibérément ses appels aux masses. N'importe où, ou n'importe quand un secteur de la population — que ce soit au sein de la jeunesse, au sein du prolétariat, au sein de la paysannerie ou des intellectuels — a eu tendance à se dégager de la nomination et de la direction de Mao pour agir indépendamment, il a été réfréné et rappelé à l'ordre, parfois à l'aide de mesures répressives.

La promesse contenue dans la section 9 du programme originel en seize points de la déclaration officielle de la « révolution culturelle », adoptée par le plénum du Comité Central d'août 1966, d'« un système d'élections générales, semblable à celui de la Commune de Paris », qui inaugurerait un élargissement de la démocratie prend aujourd'hui l'allure d'une moquerie. Non seulement de pareilles élections n'ont jamais été tenues, mais l'idée même est aujourd'hui tournée en dérision (« La confiance aveugle dans les élections est également une forme de pensée conservatrice »).

Au lieu d'instituer une démocratie ouvrière élargie selon le modèle de la Commune de Paris, Mao a réorganisé le régime bureaucratique sous les auspices de la « triple alliance », régimentée par l'armée et présidée par la partie des cadres qui est demeurée fidèle à sa fraction. Les « comités révolutionnaires » établis au cours de la « révolution culturelle » n'ont pas été élus par les masses laborieuses elles-mêmes ou maintenues sous leur contrôle grâce à des mesures de contrôle démocratique, mais ont été constitués à la suite d'un compromis entre les fractions rivales sous la supervision du noyau central Mao-Lin Piao.

On a fait état d'éléments situés à la gauche des fractions rivales du sommet, aussi bien parmi les fidèles de Mao que parmi les travailleurs et les intellectuels sympathisants avec Liu et d'autres leaders en disgrâce, qui auraient des idées et des tendances révolutionnaires et qui seraient capables de former les noyaux d'une véritable opposition anti-bureaucratique. Ces révolutionnaires méritent un appui international. Cependant, dans les conditions actuelles, il est extrêmement difficile pour de semblables communistes de gauche dispersés de se réunir, de communiquer entre eux, de mettre au point un programme commun, de sélectionner des dirigeants et d'entreprendre une activité suivant une ligne politique cohérente.

8. - Les maoïstes accusent leurs adversaires de « révisionnisme ». Mais les arguments mêmes qu'ils invoquent pour justifier leurs cours actuels montrent qu'ils sont aussi coupables que leurs rivaux d'une révision flagrante des principes de base du marxisme.

a) Ils soutiennent que, dans les pays qui ont renversé la bourgeoisie et aboli la propriété privée des moyens de production, le capitalisme peut être restauré par des processus graduels et pacifiques grâce aux machinations et à la politique erronée de l'une ou l'autre tendance de la direction des partis communistes. Ceci équivaut à rejeter ou à ne pas tenir compte de la théorie marxiste de l'Etat qui affirme que des changements fondamentaux de cet ordre ne peuvent être accomplis graduellement ou pacifiquement.

b) Ils identifient la dégénérescence bureaucratique de la révolution avec la restauration du capitalisme. Ce faisant, les maoïstes tombent dans un volontarisme extrême, exagérant énormément le poids social de l'idéologie. Mao situe la cause principale du danger de dégénérescence bureaucratique et de restauration du capitalisme, non pas dans les fondements matériels du régime socio-économique mais dans le domaine de l'idéologie. Il proclame que si le révision-